



Assemblée générale

Distr. limitée
12 février 1999
Français
Original: anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Organisation des travaux

Note du Président

1. Organes subsidiaires

1. À sa précédente session, le Comité spécial a mené ses travaux en examinant directement en séance plénière les questions dont il était saisi. Depuis 1997, des réunions du Bureau ouvertes à tous les membres du Comité spécial remplacent celles du Groupe de travail. Le Comité spécial a de plus en plus souvent recouru à la pratique des consultations officielles, s'efforçant ainsi de réduire au minimum le nombre de ses séances officielles.

2. Le Président recommande au Comité spécial de continuer à tenir le plus souvent possible des consultations officielles. Par ailleurs, il pourra examiner des questions urgentes, ainsi que des points particuliers, avec le Bureau.

2. Répartition et modalités d'examen des questions inscrites à l'ordre du jour

3. L'annexe à la présente note contient une liste des questions que le Comité spécial doit examiner au cours de l'année, y compris celles relatives aux décisions qu'il a adoptées, ainsi qu'une indication des modalités d'examen que le Comité pourra retenir pour chaque question. On y trouvera également un projet de programme de travail. À ce sujet, le Président aimerait en particulier appeler l'attention du Comité spécial sur la décision que celui-ci a adoptée le 10 juillet 1998, en vue de prendre acte des recommandations proposées

par le Rapporteur du séminaire régional¹, et la décision du 11 août 1998 tendant à ce que le Président en exercice fasse distribuer un document officiel contenant de nouveaux éléments en vue de l'élaboration d'un projet de résolution sur l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU², ainsi que sur l'intention du Comité spécial de procéder à un examen critique de ses travaux, en évaluant l'efficacité de ses activités et les domaines qui pourraient être améliorés³.

4. Le Comité spécial devrait prendre en considération les résolutions et décisions intéressant ses travaux que l'Assemblée générale a adoptées à sa cinquante-troisième session, telles qu'elles sont énumérées dans la note du Secrétaire général (A/AC.109/1999/L.1). Il est également entendu qu'il continuera à s'inspirer des dispositions pertinentes de la résolution que l'Assemblée a adoptée à l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration (résolution 45/33) et du Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme que l'Assemblée a adopté, dans sa résolution 46/181 du 19 décembre 1991, sur la base des propositions figurant dans l'annexe au rapport du Secrétaire général sur la Décennie⁴.

3. Ordre de priorité à retenir pour l'examen des questions

5. Le Président tiendra des consultations sur l'ordre de priorité à retenir pour l'examen des questions en séance plénière.

6. Par ailleurs, il a l'intention de tenir des consultations concernant les activités envisagées dans le cadre du Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

7. En attendant, sous réserve de la disponibilité des documents de travail établis par le Secrétariat, le Comité spécial pourrait mener ses travaux de fond conformément au calendrier des réunions que l'Assemblée générale a approuvé à sa cinquante-troisième session⁵.

4. Recommandations du Comité spécial à l'Assemblée générale

8. Conformément au paragraphe 31 de la décision 34/401 de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1979, et compte tenu de la pratique établie, le Comité spécial devrait continuer à suivre la procédure qu'il a adoptée à sa session de 1982⁶, en autorisant son Rapporteur à reformuler sous forme de projets de décision à l'Assemblée générale les décisions qu'il avait prises, et à présenter ces projets à l'Assemblée à sa cinquante-quatrième session.

5. Utilisation des services de conférence

9. À sa cinquante-troisième session, l'Assemblée générale a décidé de déroger aux dispositions des articles 67 et 108 de son règlement intérieur pour permettre l'ouverture des séances et le déroulement du débat sans imposer le quorum prévu par ces articles. Elle a également décidé que les séances du matin commenceraient à 10 heures.

10. Ces mesures ayant permis d'utiliser plus efficacement les services de conférence, il est proposé que le Comité spécial continue de suivre la même procédure. Il convient de préciser que la présence de la majorité des membres continuera à être requise pour la prise de toute décision, comme le prévoient les articles mentionnés.

Notes

¹ A/53/23 (Part I), chap. II, par. 6 et 7.

² Ibid. (Part IV), chap. VII, par. 9.

³ Ibid. (Part I), chap. I, par. 86 et 87.

⁴ A/46/634/Rev.1.

⁵ A/53/23 (Part I), chap. I, par. 51.

⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, supplément No 23 (A/37/23/Rev.1)*, chap. I, par. 60 à 69.

Annexe

Questions que le Comité spécial doit examiner en 1999

<i>Question</i>	<i>Mode d'examen</i>
Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux [résolution 2910 (XXVII) et décision 37/421 de l'Assemblée générale]	Selon qu'il conviendra
Décennie internationale de l'élimination du colonialisme [résolution 46/181 de l'Assemblée générale et rapport du Secrétaire général (A/46/634/Rev.1, annexe)] [décision du 10 juillet 1998 par laquelle le Comité spécial a pris acte des recommandations du Rapporteur du Séminaire régional (A/53/23 (Part 1), chap. II, par. 6 et 7)]	"
Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et questions connexes [résolution 53/60 de l'Assemblée générale]	Point distinct
Activités économiques et autres, préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes [résolution 53/61 de l'Assemblée générale]	"
Activités militaires et dispositions de caractère militaire prises par les puissances coloniales dans les territoires sous leur administration [décision 53/419 de l'Assemblée générale]	"
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies [résolution 53/62 de l'Assemblée générale] [décision du 11 août 1998 tendant à ce que le Président en exercice fasse distribuer un document officiel contenant de nouveaux éléments en vue de l'élaboration d'un projet de résolution sur l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU [A/53/23 (Part IV), chap. VII, par.9]	"
Moyens d'étude et de formation offerts par des États Membres aux habitants des territoires non autonomes [résolution 53/63 de l'Assemblée générale]	"
Sahara occidental [résolution 53/64 de l'Assemblée générale]	"
Nouvelle-Calédonie [résolution 53/65 de l'Assemblée générale]	"
Timor oriental [décision 53/402 de l'Assemblée générale]	"
Îles Falkland (Malvinas) [décision 53/414 de l'Assemblée générale]	"
Gibraltar [décision 53/420 de l'Assemblée générale]	"
Tokélaou [résolution 53/66 de l'Assemblée générale]	"
Samoa américaines [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Anguilla [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Bermudes [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Îles Vierges britanniques [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Îles Caïmanes [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"

<i>Question</i>	<i>Mode d'examen</i>
Guam [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Montserrat [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Pitcairn [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Sainte-Hélène [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Îles Turques et Caïques [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Îles Vierges américaines [résolution 53/67 A et B de l'Assemblée générale]	"
Question de l'envoi de missions de visite dans des territoires [résolution 53/68, par. 11, de l'Assemblée générale]	"
Respect, par les États Membres, de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes relatives à la décolonisation [résolution 53/68, par. 11 b), de l'Assemblée générale]	Sera examiné par les organes compétents lorsqu'ils étudieront les différents territoires
Questions concernant les petits territoires [résolution 53/68, par. 11 c), de l'Assemblée générale]	"
Diffusion d'informations sur la décolonisation [résolution 53/69 de l'Assemblée générale]	Selon qu'il conviendra
Décision du Comité spécial en date du 11 août 1998 concernant Porto Rico [A/53/23 (Part I), chap. I, par. 41]	"
Plan des conférences [résolution 53/208 de l'Assemblée générale]	"
Question de la tenue d'une série de réunions hors Siège [A/AC.109/L.1886]	"
Question de la liste des territoires auxquels la Déclaration est applicable [A/AC.109/L.1886]	"
Examen critique des travaux du Comité spécial [A/53/23 (Part I), chap. I, par. 86 et 87]	"
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 15 de la Convention)	"

Projet de programme de travail spécial pour 1999

Lundi 22 février (une réunion)	Organisation des travaux
Mars (une réunion) [date à préciser]	Examen critique des travaux du Comité spécial
Avril-Mai (deux réunions) [date à préciser]	Organisation du Séminaire régional pour les Caraïbes
Mardi 25 mai (une réunion)	Célébration de la Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme
Lundi 21 juin (une réunion)	Question de Gibraltar ^a Question de la diffusion d'informations sur la décolonisation Question des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies Question de l'envoi de missions de visite dans des territoires
Mardi 22 juin-vendredi 25 juin (quatre réunions)	Question du Sahara occidental ^a Question du Timor oriental ^a
Lundi 28 juin-jeudi 1er juillet (quatre réunions)	Question des Îles Falkland (Malvinas) ^a Question de la Nouvelle-Calédonie ^a Questions des Samoa américaines, d'Anguilla, des Bermudes, des îles Vierges britanniques, des îles Caïmanes, de Guam, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène, des Tokélaou, des îles Turques et Caïques et des îles Vierges américaines ^a
Vendredi 2 juillet (une réunion)	Activités économiques et autres, préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes Activités militaires et dispositions de caractère militaire prises par les puissances coloniales dans les territoires sous leur administration Rapport du Séminaire régional pour les Caraïbes Rapport du Comité spécial : adoption des recommandations
Mardi 6 juillet-vendredi 9 juillet (quatre réunions)	Décision du Comité spécial en date du 11 août 1998 concernant Porto Rico : audition de pétitionnaires

Mercredi 28 juillet (une réunion) Application de la Déclaration par les institutions
spécialisées^b

^a Le Secrétariat présentera des documents de travail sur ces questions et examinera les demandes présentées par des pétitionnaires.

^b Après que le Conseil économique et social aura examiné, à sa session de fond de 1999, la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées.
